

Intervention de Régis Juanico sur la Proposition de Loi "Augmentation des salaires et protection des salariés et des chômeurs" – 30 avril

Messieurs les secrétaires d'État, nous souhaitons vraiment que le Gouvernement ne persiste pas dans l'erreur. En effet, il n'a pas pris la mesure de la crise économique et sociale qui secoue notre pays.

Depuis un an, le chômage a augmenté de 22 %. Ces six derniers mois, on a enregistré plus de 500 000 chômeurs supplémentaires, ce qui pour des départements industriels comme celui de la Loire, dont je suis l'un des élus, se traduit par une augmentation du chômage de près de 30 % – avec, par exemple, au mois de mars, 250 000 heures de chômage partiel.

Que vous n'ayez pas véritablement pris la mesure de cette crise sans précédent, les mesures que vous avez proposées s'agissant de l'emploi des jeunes ou des contrats aidés le montrent : elles sont tout, sauf adaptées à la situation.

Pourtant, nous le savons : le pire est devant nous, et non derrière nous. Au groupe SRC, nous estimons qu'à situation exceptionnelle, il faut des réponses exceptionnelles. Mais à l'inverse, vous vous enfermez dans vos certitudes, arc-boutés sur des vieilles recettes qui ne marchent pas. Voilà, en quelque sorte, l'escroquerie à laquelle se livre ce Gouvernement : il se dit pragmatique, mais lorsqu'il agit, il démontre tout le contraire. En fait, vous êtes des dogmatiques.

On le constate encore avec la provocation de M. Hortefeux qui a choisi, en début de semaine, à quelques jours du 1er mai, fête du travail et des travailleurs, de relancer le débat sur le travail du dimanche. On sait pourtant parfaitement que cette mesure n'apportera rien aux chômeurs et ne fournira aucune solution au problème de l'emploi. Au moins, monsieur Wauquiez, contrairement à M. Hortefeux, je reconnais que vous avez eu le courage de venir défendre dans l'hémicycle la politique de votre Gouvernement.

Aujourd'hui, cette politique ajoute du chômage au chômage et de la crise à la crise. Elle est inefficace et contre-productive, elle joue contre l'emploi et contre les chômeurs. Cela est particulièrement vrai de vos mesures en faveur des heures supplémentaires qui sont une machine à fabriquer des nouveaux chômeurs puisqu'elles encouragent à arbitrer au détriment de l'embauche. Nous sommes le seul pays où l'heure supplémentaire coûte moins cher qu'une heure de travail ordinaire.

Je voudrais dire un mot des dispositifs relatifs à l'emploi des seniors adoptés l'an dernier, alors que vous espériez encore parvenir à assurer le retour au plein-emploi. Aujourd'hui, ils jouent à contretemps.

Des mesures comme le durcissement des conditions de départ anticipé pour ceux qui ont eu des carrières longues, ou la suppression de la

dispense de recherche d'emploi pour les chômeurs de plus de cinquante-sept ans gonflent désormais artificiellement les chiffres du chômage.

Dans un contexte de récession, l'assouplissement des règles du cumul entre l'emploi et la retraite, et l'autorisation de travailler jusqu'à soixante-dix ans incitent les retraités à rester sur le marché du travail où ils se trouvent en concurrence avec les nouveaux chômeurs.

Il est clair que votre politique ne correspond pas à la situation, c'est pourquoi il faut la corriger. Depuis très longtemps la majorité dénigre le dispositif des trente-cinq heures, mais qu'elle regarde ce qui se passe sur le terrain : pour sauver des emplois et éviter des licenciements, de nombreux chefs d'entreprise expérimentent des formules d'aménagement et de réduction du temps de travail.

L'article 2 de notre proposition de loi qui vise à abroger le dispositif de la loi TEPA en faveur des heures supplémentaires se justifie donc pleinement. (Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)